



Association créée en 2019

11 membres représentant les différentes facettes de la thématique alimentaire.

(Partage, fourchette verte, FRC, Agrigenève, OCAN, Agenda 21 Ville GE...)

3 employé-es pour un 2.4 ETP



- **Sensibiliser** et développer la compréhension des Genevois-es sur les notions d'alimentation saine et durable et de leurs enjeux territoriaux, économiques, culturels, sociaux, de santé, environnementaux et écologiques.

- **Activités organisées :**

- - 70 ateliers scolaires
- - 30 ateliers socio-culturels
- - 10 visites immersives
- - 10 ateliers hors-murs
- - 20 ateliers team-building
- - 10 formations professionnelles
- - Conférences, débats



- **Renforcer** un réseau d'acteur.trice.s interdisciplinaire, du champ à l'assiette, jusqu'au traitement des déchets alimentaires pour contribuer à une transition transversale du système alimentaire genevois.



- **Favoriser** une alimentation saine et durable (prioritairement à base de denrées locales), et valoriser ses bénéfices sur le territoire cantonal, pour sa contribution à la santé de la population, à de meilleures conditions socio-économiques des acteurs et actrices du système alimentaire et à la qualité de l'environnement.

Réponse du Conseil d'Etat à la motion M2700-B, le 27 mars 2024

...»le Conseil d'Etat confirme son intérêt pour un Système Alimentaire Durable et Territorial (SADT) et qu'il en a confié la coordination – par le biais d'une démarche participative – qui intégrera les acteurs de la thématique de l'alimentation à l'Association ma-terre, comme le prévoit le contrat de prestations qui lie l'Etat à cette dernière.»

Financements

- CHF 860'000.- pour 2020-2026 par le biais du PDR2 (OFAG + Etat GE).
- CHF 300'000.- annuels de la part de l'Etat de Genève : (2021-2024, contrat de prestations en cours de renégociation)
- CHF 20'000.- annuels de subvention de la Ville de Genève
- environ 10% de financements propres (vente de prestations)

Nos objectifs :

- Sécuriser les financements institutionnels existants et en renforcer la diversification.
- Renforcer le pourcentage de financements propres